

# GUIDE DE LA RÉGLEMENTATION SOCIALE POUR LES ENTREPRISES

Edition 2021

**Francis VERBRUGGE**  
Senior Legal Counsel External, Partena Professional

**AVEC LA COLLABORATION DE :**

**Isabelle CALUWAERTS**

**Peggy CRIEL**

**Anne GHYSELS**

**Catherine LEGARDIEN**

**Catherine MAIRY**

**Laurence PHILIPPE**

**Els POELMAN**

**Yves STOX**

**Jonas VERPLANKEN**

*Editeur responsable* : Bas Kniphorst

© 2021 Wolters Kluwer Belgium SA  
Zénobe Gramme (bâtiment G)  
Square des Conduites d'Eau 9-10  
4031 Liège

**Service clientèle et adresse de correspondance :**

Motstraat 30  
2800 Malines  
Tél. : 015 78 76 00  
client.BE@wolterskluwer.com  
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2021/2664/119  
978-94-03-01951-2  
BP/GPP-YI21001

# TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

<b>PARTIE 1 Le contrat de travail</b>	
<b>Chapitre I Conclusion du contrat de travail</b>	<b>1</b>
Notion de contrat de travail	1
Types de contrats suivant la nature du travail	2
Durée du contrat de travail	8
Qui peut conclure un contrat de travail?	14
Obligation scolaire et embauche	15
Un contrat écrit est-il obligatoire?	17
Un contrat conclu par voie électronique?	19
<b>Chapitre II Exécution du contrat de travail</b>	<b>25</b>
<b>I La période d’essai / Tests préliminaires à l’engagement</b>	<b>25</b>
Période d’essai	25
Tests préliminaires à l’engagement	26
<b>II Obligations et responsabilité des travailleurs</b>	<b>27</b>
Les obligations du travailleur	28
Responsabilité du travailleur	34
1. Au cours de l’exécution du contrat	35
2. En dehors de l’exécution du contrat	41
<b>III Obligations et responsabilité de l’employeur</b>	<b>42</b>
Les obligations de l’employeur	42
Pouvoir disciplinaire de l’employeur	43
Responsabilité de l’employeur et recours	44
<b>IV La modification unilatérale d’un élément du contrat</b>	<b>51</b>
Principe	51
Les limites au droit de modifier les éléments du contrat	53
1. La modification doit être unilatérale	54
2. La modification doit porter sur un élément essentiel du contrat	55
3. La modification doit être importante	63
4. La modification doit être certaine et présenter un caractère temporaire ou définitif	64
Adaptations contractuelles autorisées	65
Attitude du travailleur et conséquences d’une modification irrégulière	66
<b>V Le cautionnement</b>	<b>70</b>
<b>VI La clause de non-concurrence</b>	<b>72</b>
Principes	72
Quelques précisions	75
Renonciation à l’application d’une clause de non-concurrence	76
Aspects social et fiscal	77
Tableau de synthèse	79
<b>VII La clause d’écologie ou de formation</b>	<b>80</b>

<b>Chapitre III La suspension du contrat de travail</b>	<b>89</b>
<b>I Retards, absences, heures perdues</b>	<b>89</b>
<b>Le retard ou l'absence involontaire</b>	<b>89</b>
<b>Impossibilité d'entamer ou de poursuivre le travail</b>	<b>92</b>
1. Que se passe-t-il si la maladie ou l'accident survient peu de temps après le début de l'activité journalière?	96
2. La rémunération journalière complète est-elle due si la journée de travail est interrompue parce que le travailleur doit se soumettre à des examens ou des soins médicaux?	97
<b>Absence pour remplir son devoir électoral</b>	<b>98</b>
<b>Le cas de grève</b>	<b>99</b>
<b>II La maladie et l'accident</b>	<b>100</b>
<b>La justification de l'incapacité de travail</b>	<b>101</b>
<b>Contrôle de l'incapacité</b>	<b>107</b>
<b>Litige médical</b>	<b>115</b>
<b>La rémunération garantie à charge de l'employeur</b>	<b>120</b>
1. Règles applicables aux employés (y compris les représentants de commerce)	121
2. Règles applicables aux ouvriers	130
3. Règles applicables aux domestiques	135
4. Tableau de synthèse – Intervention de l'employeur	136
<b>La rechute</b>	<b>137</b>
1. Solde de la rémunération garantie	139
2. Autre incapacité de nature différente	143
<b>Reprise partielle du travail</b>	<b>145</b>
1. Introduction	145
2. Acceptation préalable de la reprise partielle par l'employeur	146
3. Reprise d'un travail adapté autorisé seulement par le médecin-traitant	151
4. Reprise d'un travail adapté autorisé par le médecin-conseil de la mutuelle	152
5. Cumul des indemnités de mutuelle avec un revenu professionnel	159
6. Incapacité totale survenant pendant une reprise partielle	161
7. Incidences d'une reprise partielle du travail	164
<b>Reprise complète du travail</b>	<b>172</b>
<b>Exclusions du droit à la rémunération garantie</b>	<b>178</b>
<b>Rupture du contrat pendant la maladie</b>	<b>183</b>
<b>Epidémie de Coronavirus (Covid-19) – Quarantaine du travailleur</b>	<b>184</b>
<b>III L'accident du travail</b>	<b>185</b>
<b>Formalités administratives</b>	<b>186</b>
<b>Rémunération garantie</b>	<b>193</b>
1. Règles applicables aux ouvriers et aux domestiques	194
2. Règles applicables aux employés	199
3. Synthèse de l'intervention de l'employeur en cas d'accident de travail	201
4. Qu'entend-on par rémunération quotidienne moyenne?	201
<b>Situations particulières</b>	<b>202</b>
<b>Incidences sur d'autres législations</b>	<b>205</b>
<b>IV La grossesse et l'accouchement</b>	<b>207</b>
<b>Droit d'absence pour examens médicaux prénatals</b>	<b>208</b>
<b>Protection de la santé et de la sécurité de la travailleuse</b>	<b>209</b>
1. Interdiction d'exécuter certains travaux	210
2. Possibilité de refuser un travail de nuit	219
3. Interdiction d'effectuer des heures supplémentaires	222

<b>Le congé de maternité</b>	<b>223</b>
1. Congé prénatal	225
2. Congé postnatal	232
3. Synthèse relative à la durée du congé de maternité (depuis le 01.07.2004)	240
<b>L'assurance maternité</b>	<b>241</b>
<b>Congé de maternité et incapacité de travail</b>	<b>245</b>
1. Incapacité coïncidant avec la période de repos prénatal	245
2. Incapacité avant le repos de maternité et se prolongeant après celui-ci	246
3. Incapacité survenant pendant le repos de maternité et se prolongeant après celui-ci	247
4. Incapacité survenant immédiatement après la fin du repos postnatal	248
<b>Obligations administratives</b>	<b>249</b>
<b>Rupture du contrat et protection contre le licenciement</b>	<b>250</b>
<b>Congé d'allaitement et pauses d'allaitement</b>	<b>251</b>
<b>Congé de maternité converti en cas de décès ou de l'hospitalisation de la mère</b>	<b>256</b>
1. Principe	256
2. En cas de décès de la mère	257
3. En cas d'hospitalisation de la mère	258
<b>V Les vacances annuelles</b>	<b>260</b>
<b>Personnes bénéficiaires du droit aux congés</b>	<b>260</b>
<b>Modalités d'attribution des congés</b>	<b>264</b>
<b>La durée des congés payés</b>	<b>268</b>
1. Règles pour les employés	269
2. Règles pour les ouvriers et artistes	280
3. Règles pour les jeunes travailleurs (= "vacances-jeunes")	285
4. Règles pour certains travailleurs âgés (= "vacances-seniors")	289
<b>Réflexion sur le calcul de la durée des vacances: le "crédit d'heures de vacances"</b>	<b>293</b>
<b>Les pécules de vacances</b>	<b>294</b>
1. Pécules pour les employés et apprentis "intellectuels"	294
2. Pécule pour les ouvriers, domestiques et apprentis "manuels"	303
3. Pécule pour les jeunes travailleurs (= "vacances-jeunes")	305
4. Pécule pour certains travailleurs âgés (= "vacances seniors")	307
5. Pécule de sortie pour employés en cas de rupture de contrat et situations assimilées	310
6. Pécule en cas d'impossibilité de prendre ses congés	315
7. Décompte de décembre pour les employés réduisant leur temps de travail	316
8. Pécules extra-légaux	319
9. Tableau de synthèse relatif à l'octroi des pécules de vacances	320
<b>Les jours de vacances supplémentaires (ou vacances européennes) en cas de début ou de reprise d'activité</b>	<b>321</b>
1. Contexte et objet	321
2. Conditions générales d'application	322
3. Durée des vacances supplémentaires	328
4. Droit à des jours de vacances ordinaires et à des vacances supplémentaires	334
5. Pécule de vacances pour les jours de vacances supplémentaires	335
6. Dernières précisions	345
<b>Incidences de certains événements sur les congés</b>	<b>346</b>
<b>VI Le chômage temporaire pour raisons économiques des ouvriers</b>	<b>353</b>
<b>Notion de causes économiques</b>	<b>355</b>
<b>Formalités de notification à charge de l'employeur</b>	<b>356</b>
<b>Sanctions pour non-respect des formalités de notification ou autre engagement</b>	<b>363</b>
<b>Durée autorisée du chômage économique</b>	<b>364</b>
<b>Modification du régime de chômage instauré</b>	<b>369</b>
<b>Indemnisation du travailleur</b>	<b>372</b>

<b>Etablissement et délivrance de documents sociaux</b>	<b>375</b>
<b>Incidences du chômage économique sur certains événements</b>	<b>382</b>
<b>Chômage temporaire pour raisons économiques des ouvriers et épidémie de coronavirus (Covid-19)</b>	<b>386</b>
<b>VII Le chômage temporaire pour cause d'accident technique</b>	<b>390</b>
<b>Notion d'accident technique</b>	<b>391</b>
<b>Formalités administratives</b>	<b>392</b>
<b>Indemnisation</b>	<b>398</b>
<b>VIII Le chômage temporaire pour cause d'intempéries</b>	<b>400</b>
<b>Principes</b>	<b>400</b>
<b>Notion d'intempéries</b>	<b>401</b>
<b>Communication à l'ONEm</b>	<b>402</b>
<b>Avertissement des travailleurs concernés</b>	<b>408</b>
<b>Indemnisation</b>	<b>410</b>
<b>Rupture du contrat par le travailleur</b>	<b>411</b>
<b>Avantages sectoriels</b>	<b>412</b>
<b>IX Le chômage temporaire pour raisons économiques des employés</b>	<b>413</b>
<b>Principe et champ d'application</b>	<b>414</b>
<b>Conditions d'application</b>	<b>415</b>
1. Entreprises en difficulté	416
2. Conclusion d'une CCT ou d'un plan d'entreprise	417
3. Demande de reconnaissance auprès du Ministre de l'emploi	424
<b>Procédure à respecter pour la mise en chômage</b>	<b>425</b>
1. Première phase: envoi par recommandé du "formulaire spécial C106A"	426
2. Seconde phase: affichage dans l'entreprise, notification électronique à l'ONEm, communication au conseil d'entreprise	427
<b>Régimes et durées autorisées du chômage économique</b>	<b>430</b>
<b>Indemnisation du travailleur</b>	<b>436</b>
<b>Formalités administratives</b>	<b>439</b>
<b>Incidence du chômage économique sur une période d'incapacité</b>	<b>440</b>
<b>Incidences du chômage économique sur la rupture du contrat</b>	<b>441</b>
<b>Chômage temporaire pour raisons économiques des employés et épidémie de coronavirus (Covid 19)</b>	<b>444</b>
1. Période du 13.03.2020 au 31.08.2020	444
2. Période du 01.09.2020 au 30.09.2020	445
3. Période du 01.10.2020 au 31.03.2021	448
<b>Recours à l'application temporaire de la CCT n° 148</b>	<b>449</b>
<b>X Le chômage temporaire pour cas de force majeure</b>	<b>455</b>
<b>Principes</b>	<b>455</b>
<b>Notion de force majeure</b>	<b>456</b>
1. Caractéristiques de la définition	457
2. Hypothèses d'application	458
<b>Durée du chômage pour cause de force majeure</b>	<b>467</b>
<b>Formalités à accomplir par l'employeur</b>	<b>468</b>
1. Communication de la force majeure (= déclaration électronique)	469
2. Délivrance de formulaires et déclaration(s) électronique(s)	471

<b>Indemnisation des travailleurs</b>	<b>475</b>
<b>Incidences du chômage temporaire pour force majeure</b>	<b>476</b>
<b>XI Le chômage temporaire pour force majeure et l'épidémie de coronavirus (Covid-19)</b>	<b>479</b>
<b>Période du 13.03.2020 au 31.08.2020</b>	<b>480</b>
1. Assouplissement de l'application de la notion de force majeure	480
2. Modalités de suspension de l'exécution du contrat	481
3. Procédure simplifiée de mise en chômage temporaire	489
4. Formalité à charge du travailleur	490
5. Indemnisation particulière pour la période de chômage	491
<b>Période du 01.09.2020 au 30.09.2020</b>	<b>492</b>
1. Principes	492
2. Formalité à accomplir	495
<b>Période du 01.10.2020 au 31.03.2021</b>	<b>496</b>
1. Principes	497
2. Formalités à charge de l'employeur	498
3. Formalités à charge du travailleur	499
4. Indemnisation particulière pour la période de chômage	500
<b>Quarantaine du travailleur – Absence pour la garde d'un enfant</b>	<b>501</b>
1. Mise en quarantaine du travailleur	502
2. Absence pour la garde d'un enfant	507
<b>XII La grève</b>	<b>513</b>
<b>Indemnisation</b>	<b>514</b>
<b>Incidences d'une grève sur certains événements</b>	<b>520</b>
<b>Chapitre IV La rupture du contrat de travail</b>	<b>525</b>
<b>I La rupture du contrat avec préavis</b>	<b>525</b>
<b>Notification écrite et mentions obligatoires</b>	<b>526</b>
<b>Modalités de notification</b>	<b>532</b>
1. Par la remise de la main à la main	533
2. Par lettre recommandée	534
3. Par exploit d'huissier	535
<b>Sanction pour non-respect des modalités de notification</b>	<b>536</b>
1. Résiliation du contrat par l'employeur	537
2. Résiliation du contrat par le travailleur	538
<b>Prise de cours du préavis</b>	<b>539</b>
<b>Détermination de l'ancienneté du travailleur</b>	<b>545</b>
1. Notion d'ancienneté	545
2. Précisions diverses	546
3. Ancienneté conventionnelle	547
4. Ancienneté spécifique en qualité de travailleur intérimaire	548
<b>La durée des préavis (à partir du 1er janvier 2014)</b>	<b>549</b>
1. Délais de préavis pour les travailleurs en service à partir du 1er janvier 2014	550
2. Délais de préavis pour les travailleurs en service avant le 1er janvier 2014	557
3. Régime dérogatoire – Applicable à certains ouvriers à partir du 1er janvier 2014	566
4. Délais de préavis en cas de RCC (régime de chômage avec complément d'entreprise)	567
5. Délais de préavis réduits ou absence de préavis	570
6. Dispositions transitoires pour les contrats de travail existants	581
<b>Le contre-préavis des travailleurs</b>	<b>582</b>
<b>Pendant l'exécution du préavis</b>	<b>583</b>
<b>Incidences de certaines absences (suspensions) sur le préavis</b>	<b>587</b>
1. La maladie ou l'accident	589
2. Les vacances annuelles	593
3. Congé de maternité	595

4. Repos compensatoires (pour heures supplémentaires et réduction du temps de travail)	596
5. Jours de chômage temporaire pour cause de force majeure liée au coronavirus – Covid-19	597
6. Autres cas de suspension	598
<b>Calcul de la durée des périodes de suspension du préavis</b>	<b>599</b>
1. Première étape - détermination du nombre de jours de suspension	599
2. Deuxième étape - prolongation du préavis à concurrence du nombre de jours obtenus	601
<b>II La rupture du contrat avec indemnité compensatoire de préavis</b>	<b>605</b>
<b>Notification de la rupture</b>	<b>606</b>
<b>Octroi d'une indemnité de préavis</b>	<b>609</b>
<b>La rupture immédiate pendant une période d'incapacité de travail</b>	<b>616</b>
<b>Les retenues applicables</b>	<b>619</b>
<b>Modalités de paiement</b>	<b>622</b>
<b>L'indemnité due à l'employeur</b>	<b>627</b>
<b>III La rupture du contrat pendant la période d'essai</b>	<b>628</b>
<b>IV La rupture immédiate du contrat pour faute grave</b>	<b>629</b>
<b>La notion de faute grave</b>	<b>630</b>
<b>Modalités de rupture</b>	<b>634</b>
1. Rompre le contrat de travail	635
2. Notifier les motifs de la rupture	643
<b>Le contrôle judiciaire</b>	<b>650</b>
<b>V La rupture du contrat par abandon de travail</b>	<b>653</b>
<b>VI La rupture du contrat pour cas de force majeure</b>	<b>654</b>
<b>Principes généraux relatifs à la force majeure</b>	<b>654</b>
<b>La question de l'incapacité définitive de travailler jusqu'à la fin 2016</b>	<b>656</b>
<b>La question de l'incapacité définitive de travailler à partir de 2017</b>	<b>658</b>
<b>Le trajet de réintégration</b>	<b>659</b>
1. Procédure à respecter dans le cadre du trajet de réintégration	660
2. Trajet de réintégration et attitude du médecin-conseil de la mutuelle	670
3. Fin du trajet de réintégration et constat d'une force majeure	671
4. Schéma récapitulatif général	674
5. Incapacité définitive suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle	680
<b>VII La rupture d'un contrat à durée déterminée ou pour un travail nettement défini</b>	<b>681</b>
<b>Rupture au terme convenu</b>	<b>682</b>
<b>Rupture avant le terme convenu</b>	<b>683</b>
1. Par la volonté de l'une des parties	684
2. Travailleur en incapacité de travail	690
<b>VIII La rupture de commun accord</b>	<b>693</b>
<b>IX La rupture du contrat avant le début de son exécution</b>	<b>694</b>
<b>Principe</b>	<b>695</b>
<b>Possibilité de notifier un délai de préavis avant exécution?</b>	<b>696</b>
<b>X La rupture du contrat de certains travailleurs protégés</b>	<b>697</b>
<b>Travailleurs protégés</b>	<b>698</b>
<b>Caractéristiques du mécanisme de protection</b>	<b>699</b>
1. Interdiction de licencier	699
2. Limitations	700

3. Période de protection	701
4. Sanctions d'une rupture irrégulière	702
5. Cas d'application - protection de la femme enceinte et en congé de maternité	703
<b>Tableau de synthèse</b>	<b>709</b>
<b>XI La motivation du licenciement (CCT n° 109)</b>	<b>710</b>
<b>Présentation générale de la CCT n° 109</b>	<b>711</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>712</b>
1. Principe	712
2. Cas de licenciements exclus	713
<b>Droit de connaître le motif du licenciement</b>	<b>714</b>
1. Principe et procédure	714
2. Sanction	717
<b>Licenciement manifestement déraisonnable</b>	<b>718</b>
1. Notion	719
2. Contrôle des motifs du licenciement	720
3. Sanction	721
4. Régime de la charge de la preuve	724
<b>XII Maintien de la notion de licenciement abusif pour certains ouvriers</b>	<b>725</b>
<b>Notion de licenciement abusif</b>	<b>726</b>
<b>Charge de la preuve</b>	<b>729</b>
<b>Sanction du licenciement abusif</b>	<b>730</b>
<b>XIII Les paiements dus et documents à remettre en fin de contrat</b>	<b>731</b>
<b>Paiements dus</b>	<b>732</b>
1. Au moment de la rupture ou au plus tard à la date habituelle de paie qui suit la rupture	733
2. Postérieurement à la date habituelle de paie	734
<b>Délivrance de certains documents</b>	<b>735</b>
<b>Autres formalités ou obligations</b>	<b>736</b>
<b>XIV Indemnité en compensation du licenciement pour les ouvriers</b>	<b>737</b>
<b>Suppression progressive de l'allocation de licenciement</b>	<b>738</b>
<b>Octroi d'une indemnité en compensation du licenciement</b>	<b>739</b>
<b>XV Reclassement professionnel et intervention dans les frais</b>	<b>745</b>
<b>Régime général de reclassement professionnel</b>	<b>746</b>
1. Travailleurs concernés	747
2. Notion de reclassement professionnel	750
3. Offre de reclassement professionnel et prestataire de services	751
4. Déroulement et modalités du reclassement professionnel	752
<b>Régime particulier de reclassement pour les travailleurs âgés de 45 ans et plus (CCT n° 82)</b>	<b>766</b>
1. Travailleurs concernés	767
2. Notion de reclassement professionnel	771
3. Offre de reclassement et prestataire de services	772
4. Début de la procédure de reclassement	773
5. Déroulement de la procédure	780
6. Incidences de la procédure de reclassement	781
7. Sanctions	784
<b>Tableau comparatif – Régimes général et particulier de reclassement professionnel</b>	<b>786</b>
<b>Régime particulier de reclassement professionnel pour les travailleurs dont le contrat a pris fin pour cause de force majeure médicale invoquée par l'employeur</b>	<b>787</b>
<b>Intervention dans les frais d'outplacement pour les travailleurs victimes d'une restructuration d'entreprise</b>	<b>795</b>

<b>PARTIE 2 Les contrats de travail particuliers</b>	
<b>Chapitre I Le contrat de travail à temps partiel</b>	<b>801</b>
<b>Définition du travail à temps partiel</b>	<b>801</b>
<b>Un contrat de travail écrit</b>	<b>802</b>
<b>Durée du temps de travail</b>	<b>806</b>
1. Notions de régime de travail et d'horaires de travail	806
2. Durée minimale des prestations	814
3. Publicité des horaires de travail	822
4. Contrôle des dérogations à l'horaire normal	823
5. Sanctions	828
6. Heures complémentaires	831
<b>La rémunération du travailleur à temps partiel</b>	<b>832</b>
1. Détermination du salaire	832
2. Rémunération au moins égale à celle d'1/3 d'un temps plein	833
3. Rémunération moyenne en cas d'horaire variable et de durée hebdomadaire moyenne	834
4. Heures complémentaires ouvrant le droit à un sursalaire	836
5. Remarques générales	841
6. Récapitulatif	842
<b>Priorité pour l'obtention d'un emploi vacant</b>	<b>844</b>
<b>Incidences du travail à temps partiel</b>	<b>852</b>
1. Incapacité de travail	852
2. La rupture du contrat	853
3. Les congés de circonstance ou petits chômages	855
4. Les jours fériés	856
5. Instauration d'un régime de travail à temps partiel	857
<b>Droit au travail à temps partiel</b>	<b>858</b>
<b>Principe général de non-discrimination</b>	<b>861</b>
<b>Les travailleurs à temps partiel et la sécurité sociale</b>	<b>862</b>
<b>Chapitre II Le contrat pour une durée déterminée ou pour un travail nettement défini</b>	<b>863</b>
<b>Notions générales</b>	<b>864</b>
1. Contrat conclu pour une durée déterminée	865
2. Contrat conclu pour un travail nettement défini	872
<b>Conditions de validité du contrat</b>	<b>873</b>
<b>Contrats successifs à durée déterminée ou pour un travail nettement défini</b>	<b>877</b>
<b>Exécution et suspension du contrat</b>	<b>881</b>
<b>Remarques générales</b>	<b>885</b>
<b>Tableau de synthèse portant sur trois types de contrats limités dans le temps</b>	<b>886</b>
<b>Chapitre III Le contrat de travail de remplacement</b>	<b>887</b>
<b>Nature et objet du contrat</b>	<b>888</b>
<b>Forme et contenu du contrat de remplacement</b>	<b>891</b>
<b>Durée du contrat de remplacement</b>	<b>894</b>
<b>Contrats de remplacement successifs</b>	<b>898</b>
<b>Exécution du contrat</b>	<b>901</b>
<b>Rupture du contrat</b>	<b>906</b>
1. Contrat à durée déterminée	907
2. Contrat à durée indéterminée	908
<b>Questions particulières</b>	<b>913</b>
1. Présence simultanée dans l'entreprise du remplaçant et du travailleur remplacé	913
2. Succession d'un contrat à durée déterminée et d'un contrat de remplacement	916

<b>Chapitre IV Le contrat de représentant de commerce</b>	<b>917</b>
<b>Définition du représentant de commerce</b>	<b>918</b>
<b>Règles spécifiques en cours de contrat</b>	<b>922</b>
1. La rémunération du représentant	923
2. La rémunération en cas de suspension du contrat	926
3. Durée du temps de travail	931
<b>Règles spécifiques en fin de contrat</b>	<b>932</b>
1. Droit aux commissions après contrat	933
2. L'indemnité d'éviction	934
<b>La clause de non-concurrence</b>	<b>940</b>
<b>Chapitre V Le contrat de travail de domestique</b>	<b>941</b>
<b>Définition du travailleur domestique</b>	<b>941</b>
<b>Le contrat de travail et la réglementation du travail</b>	<b>942</b>
<b>Cas particuliers</b>	<b>951</b>
<b>Le travailleur domestique et la sécurité sociale</b>	<b>953</b>
<b>Chapitre VI Le contrat de travail d'occupation d'étudiant</b>	<b>954</b>
<b>Étudiants concernés</b>	<b>955</b>
<b>Caractéristiques du contrat d'occupation d'étudiant</b>	<b>956</b>
1. Forme et contenu du contrat	957
2. Contrat à durée déterminée	960
3. Clause d'essai et particularités diverses	961
4. Rupture du contrat	964
<b>Formalités administratives</b>	<b>965</b>
1. Établissement d'une déclaration DIMONA	966
2. Demande de permis de travail pour certains étudiants étrangers	967
<b>Conditions de travail et de rémunération</b>	<b>972</b>
<b>Assujettissement de l'étudiant à la sécurité sociale</b>	<b>978</b>
<b>Aspects fiscaux relatifs à l'occupation d'un étudiant</b>	<b>979</b>
<b>Chapitre VII La convention de premier emploi</b>	<b>981</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>982</b>
1. Principes et définitions	982
2. Calcul de l'effectif du personnel au 30 juin	984
<b>Quota d'engagements obligatoires</b>	<b>985</b>
1. Généralités	985
2. Détermination du quota de jeunes à occuper au niveau de l'entreprise (fraction ETP)	988
3. Détermination du nombre de jeunes travailleurs occupés dans le trimestre en cours (= réalisation de l'obligation)	990
4. Dispenses de l'obligation d'engagement/d'occupation	993
5. Sanction pour non-respect de l'obligation d'engagement/d'occupation	1007
<b>Travailleurs concernés par une CPE</b>	<b>1008</b>
<b>La convention de premier emploi (CPE)</b>	<b>1014</b>
1. Types de contrats pouvant avoir la qualité de CPE	1015
2. Une convention de premier emploi écrite	1020
3. Une formalité administrative: la carte de premier emploi	1021
4. Durée de la CPE et prolongation(s) éventuelle(s) de celle-ci	1022
5. Exécution de la convention de premier emploi	1025
6. Rémunération du jeune travailleur	1026
7. Fin de la convention de premier emploi	1035
<b>Obligation de stage d'intégration en entreprise de 1 %</b>	<b>1037</b>
<b>Chapitre VIII Le contrat d'occupation de travailleur à domicile</b>	<b>1041</b>

<b>Définition</b>	<b>1042</b>
<b>Obligation d'établir un contrat écrit</b>	<b>1044</b>
<b>Règles spécifiques pour certains cas de suspension du contrat</b>	<b>1047</b>
<b>Rupture du contrat</b>	<b>1051</b>
<b>Réglementations du travail applicables</b>	<b>1052</b>
<b>Chapitre IX Le télétravail</b>	<b>1057</b>
<b>Le télétravail régulier ou "structurel" (CCT n° 85)</b>	<b>1058</b>
1. Définition du télétravail régulier	1059
2. Travailleurs et employeurs concernés	1060
3. Conditions d'application du télétravail régulier	1061
4. Modalités d'exercice du télétravail régulier	1065
5. Remboursement des coûts du télétravail régulier	1073
6. Télétravail et accident du travail	1078
7. Introduction du télétravail régulier dans l'entreprise	1079
<b>Le télétravail occasionnel (non régulier)</b>	<b>1080</b>
1. Introduction	1080
2. Définition du télétravail occasionnel	1081
3. Travailleurs et employeurs concernés	1082
4. Hypothèses d'application du télétravail occasionnel	1083
5. Conditions de travail applicables	1084
6. Introduction d'une demande et accord de l'employeur	1085
7. Contenu de l'accord des parties	1086
8. Etablissement d'un cadre général pour l'application du télétravail occasionnel	1087
9. Télétravail occasionnel et accident du travail	1088
<b>Chapitre X Le contrat de travail temporaire et intérimaire</b>	<b>1089</b>
<b>Cas d'application et durée du contrat</b>	<b>1090</b>
1. Remplacement temporaire d'un travailleur permanent dont le contrat est suspendu ou a pris fin	1091
2. Pour répondre à un surcroît temporaire de travail	1092
3. Pour procéder à l'exécution d'un travail exceptionnel	1093
4. Pour un motif d'insertion (uniquement dans le cadre d'un contrat de travail intérimaire)	1094
5. Synthèse relative aux hypothèses dans lesquelles le recours au travail temporaire et intérimaire est autorisé – Durée du contrat	1103
<b>Procédures d'autorisation et/ou d'information</b>	<b>1104</b>
1. Dans le cadre d'un contrat pour l'exécution d'un travail temporaire	1104
2. Dans le cadre d'un contrat de travail intérimaire	1108
<b>Informations générales à fournir aux syndicats</b>	<b>1111</b>
<b>Le contrat de travail temporaire</b>	<b>1112</b>
1. Forme du contrat	1113
2. Clause d'essai	1115
3. Rupture du contrat	1116
<b>Le contrat de travail intérimaire</b>	<b>1120</b>
1. L'intérimaire et l'entreprise de travail intérimaire	1121
2. L'intérimaire et l'utilisateur	1136
3. L'entreprise de travail intérimaire et l'utilisateur	1137
<b>La mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs</b>	<b>1138</b>
1. Généralités	1138
2. Exceptions	1141
<b>La mise à disposition au sein d'un groupement d'employeurs</b>	<b>1146</b>
<b>Chapitre XI Le flexi-job</b>	<b>1156</b>
<b>Notion de "flexi-job"</b>	<b>1156</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>1157</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>1158</b>

<b>Conditions d'exercice d'un "flexi-job"</b>	<b>1159</b>
<b>Les contrats pour un "flexi-job"</b>	<b>1162</b>
1. Le contrat-cadre	1163
2. Le contrat de travail pour un "flexi-job"	1167
<b>Déclaration Dimona des "flexi-jobs"</b>	<b>1172</b>
1. Déclaration Dimona par contrat et par trimestre	1173
2. Déclaration Dimona par jour (contrat de travail conclu oralement)	1174
3. Notification de la déclaration Dimona	1175
<b>Enregistrement des présences</b>	<b>1176</b>
<b>Flexisalaire et flexipécule de vacances</b>	<b>1177</b>
<b>Flexi-job – Sécurité sociale et fiscalité</b>	<b>1179</b>
<b>Les flexi-jobs et la réglementation du travail au sens large</b>	<b>1180</b>
<b>Les droits sociaux des travailleurs exerçant un flexi-job</b>	<b>1181</b>
<b>Sanctions pour non respect des dispositions légales</b>	<b>1182</b>
<b>PARTIE 3 La réglementation du travail</b>	
<b>Chapitre I La durée du travail</b>	<b>1183</b>
<b>I Dispositions générales</b>	<b>1183</b>
<b>Notion de durée du travail</b>	<b>1185</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>1189</b>
<b>Les limites minimales du temps de travail</b>	<b>1190</b>
1. Durée minimale de 3 heures au moins par prestation	1191
2. Durée hebdomadaire minimale au moins égale à 1/3 d'un temps plein	1192
3. Limite minimale journalière de 6 heures pour les travailleurs occupés la nuit	1193
<b>Les limites maximales de la durée du travail</b>	<b>1194</b>
1. Sur le plan journalier	1195
2. Sur le plan hebdomadaire	1196
3. Pour certaines activités exercées la nuit	1197
<b>La question de la réduction du temps de travail</b>	<b>1198</b>
<b>Les dérogations aux limites normales du temps de travail</b>	<b>1199</b>
<b>Tableau de synthèse – Dépassement des limites normales</b>	<b>1200</b>
<b>Récupération des dépassements des limites normales</b>	<b>1201</b>
1. Régime général	1202
2. Régime particulier	1204
3. Comment déterminer les heures de dépassement?	1205
4. Modalités de récupération	1208
5. Époque de paiement des heures de dépassement	1209
6. Incidences des repos compensatoires sur le contrat de travail	1210
7. Possibilité pour le travailleur de renoncer à la récupération de certaines heures de dépassement	1212
<b>Octroi d'un sursalaire</b>	<b>1215</b>
1. Principes	1216
2. Quelques précisions encore	1218
3. Modalités de calcul des sursalaires	1219
4. Tableau récapitulatif - Limites hebdomadaires - Sursalaire - Repos compensatoire	1220
5. Applications pratiques	1221
6. Un régime dérogatoire en matière de paiement de sursalaires	1222
7. Paiement des sursalaires	1223
8. Conversion du sursalaire en repos compensatoires	1224
<b>Les heures supplémentaires volontaires</b>	<b>1225</b>
<b>Les temps de pause</b>	<b>1230</b>

<b>Les intervalles de repos entre la cessation et la reprise du travail</b>	<b>1231</b>
<b>Durée du travail des jeunes (moins de 18 ans)</b>	<b>1233</b>
<b>II Dispositions particulières pour le travail à temps partiel</b>	<b>1237</b>
<b>Notion de travail à temps partiel</b>	<b>1237</b>
<b>Dépassement de l'horaire de travail à temps partiel</b>	<b>1238</b>
<b>III Le système de l'horaire flexible de travail</b>	<b>1239</b>
<b>Présentation générale</b>	<b>1239</b>
<b>Conditions d'application</b>	<b>1240</b>
<b>Respect de la durée hebdomadaire moyenne de travail</b>	<b>1243</b>
<b>Flexibilité et heures supplémentaires</b>	<b>1245</b>
<b>Paie de la rémunération</b>	<b>1248</b>
<b>Adaptation du règlement de travail et avertissement des travailleurs</b>	<b>1250</b>
<b>IV Les horaires flottants</b>	<b>1253</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>1254</b>
<b>Les horaires flottants et leurs limites</b>	<b>1255</b>
1. Plages fixes et plages variables (mobiles)	1256
2. Limites journalière et hebdomadaire	1257
<b>Respect d'une durée hebdomadaire moyenne au cours d'une période de référence</b>	<b>1258</b>
1. Principe	1258
2. Tempéraments apportés au respect d'une durée hebdomadaire moyenne	1259
<b>Paie de la rémunération et particularités</b>	<b>1262</b>
<b>Horaires flottants et heures supplémentaires</b>	<b>1263</b>
<b>Instauration du système et modalités d'application</b>	<b>1264</b>
<b>Mise en place d'un système de suivi du temps</b>	<b>1267</b>
<b>Dispositions transitoires pour régimes flottants existants</b>	<b>1268</b>
<b>V Tableau de synthèse comparatif sur la flexibilité en matière de temps de travail</b>	<b>1269</b>
<b>VI L'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises</b>	<b>1270</b>
<b>Principes</b>	<b>1270</b>
<b>Employeurs et travailleurs concernés</b>	<b>1271</b>
<b>Dérogations autorisées</b>	<b>1273</b>
1. Dérogations à la durée du travail	1274
2. Dérogation à l'interdiction du travail dominical	1276
3. Dérogation à l'interdiction du travail de nuit	1278
4. Dérogations à la législation sur les jours fériés	1280
5. Dérogations dans le secteur de la construction	1282
6. Remarque générale	1284
<b>Incidences de l'introduction d'un nouveau régime de travail</b>	<b>1285</b>
1. Rémunérations	1286
2. Règlement de travail	1293
<b>Procédure</b>	<b>1294</b>
1. Information préalable	1295
2. Négociation	1296
<b>Chapitre II Le repos du dimanche</b>	<b>1302</b>
<b>Principe général et champ d'application</b>	<b>1302</b>
<b>Dérogations au principe du repos dominical</b>	<b>1303</b>
1. Dérogations applicables dans toutes les entreprises sans limitation	1304

2. Dérogations propres à certains secteurs ou entreprises sans limitation	1305
3. Dérogations propres au secteur de la distribution	1306
4. Dérogations limitées et/ou particulières	1310
<b>Dispositions spécifiques pour le travail dominical des jeunes travailleurs</b>	<b>1315</b>
<b>Conditions de travail en rapport avec le travail dominical</b>	<b>1319</b>
1. L'octroi d'un repos compensatoire	1320
2. La rémunération du travail dominical	1321
<b>Chapitre III Le travail de nuit</b>	<b>1322</b>
<b>Travailleurs et employeurs concernés</b>	<b>1323</b>
<b>Dérogations à l'interdiction d'un travail de nuit</b>	<b>1324</b>
1. Exceptions prévues par la loi	1325
2. Exceptions prévues par arrêté royal	1326
3. Exceptions conventionnelles	1327
<b>Procédure générale d'introduction d'un régime de travail comportant des prestations de nuit (entre 24h et 5h du matin)</b>	<b>1328</b>
<b>Procédure particulière d'introduction d'un travail de nuit pour les entreprises de l'e-commerce</b>	<b>1332</b>
<b>Mesures d'encadrement du travail de nuit: CCT n° 46 et 49</b>	<b>1336</b>
1. Employeurs et travailleurs concernés	1337
2. Modalités d'application	1338
3. Procédure de passage à un régime de travail visé par la CCT n° 46	1344
4. Possibilités de retour à un autre régime de travail	1345
5. Organisation du transport	1353
6. Attribution d'une indemnité financière	1354
7. Intervalles de repos et durée du travail	1355
<b>Insertion des travailleurs dans un régime de nuit</b>	<b>1359</b>
<b>Durée du travail pour les travailleurs de nuit</b>	<b>1362</b>
<b>Travail de nuit pour les jeunes travailleurs (– de 18 ans)</b>	<b>1368</b>
<b>Questions particulières</b>	<b>1369</b>
1. Les gardes dormantes	1370
2. La rémunération du travail de nuit	1371
<b>Chapitre IV Les jours fériés</b>	<b>1372</b>
<b>Principes généraux</b>	<b>1372</b>
<b>Remplacement des jours fériés coïncidant avec un jour d'inactivité</b>	<b>1378</b>
1. Généralités	1378
2. Situations particulières	1381
<b>Occupation un jour férié et octroi d'un repos compensatoire</b>	<b>1389</b>
<b>La rémunération du jour férié (d'un jour de remplacement ou d'un jour de repos compensatoire)</b>	<b>1392</b>
<b>Les jours fériés en cas de suspension du contrat</b>	<b>1396</b>
<b>Les jours fériés en cas de fin du contrat</b>	<b>1399</b>
<b>Chapitre V Les congés de circonstance ("petits chômages")</b>	<b>1403</b>
<b>Congés de circonstance autres que le congé d'adoption</b>	<b>1404</b>
1. Motifs et durée de l'absence	1404
2. Modalités d'octroi	1415
3. Paiement des jours de congé de circonstance	1418
4. Protection contre le licenciement en cas de congé de naissance	1420
<b>Congé d'adoption</b>	<b>1421</b>
<b>Congé pour soins d'accueil</b>	<b>1430</b>
<b>Congé parental d'accueil</b>	<b>1437</b>

<b>Chapitre VI Les congés pour raisons impérieuses</b>	<b>1445</b>
<b>Principes</b>	<b>1445</b>
<b>Caractéristiques générales</b>	<b>1446</b>
<b>Incidences sur la durée du travail</b>	<b>1451</b>
<b>Sur le plan social</b>	<b>1452</b>
<b>Chapitre VII Les congés thématiques</b>	<b>1453</b>
<b>Droit à l'interruption de carrière pour assister une personne en soins palliatifs</b>	<b>1454</b>
<b>Droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille qui souffre d'une maladie grave</b>	<b>1467</b>
1. Dispositions générales	1467
2. Dérogations en cas d'hospitalisation d'un enfant	1481
<b>Droit à l'interruption de carrière pour l'aidant proche reconnu</b>	<b>1489</b>
1. Reconnaissances de l'aidant proche et de la personne aidée	1491
2. Octroi du congé pour aidants proches	1495
<b>Droit à l'interruption de carrière à titre de congé parental</b>	<b>1502</b>
<b>Congé parental coronavirus Covid-19</b>	<b>1519</b>
<b>Synthèse relative aux "congés thématiques" (situation en vigueur au 01.01.2021)</b>	<b>1521</b>
<b>Congé parental sur la base de la CCT n° 64</b>	<b>1522</b>
1. Principes	1522
2. Bénéficiaires du congé	1524
3. Conditions requises pour l'exercice de ce droit	1525
4. Avertissement écrit	1528
5. Mise en œuvre du congé parental	1529
6. Absence d'octroi d'un revenu de remplacement	1532
7. Interdiction de cumul	1533
8. Protection contre le licenciement	1534
9. Reprise du travail dans l'entreprise	1538
10. Remarques finales	1540
<b>Chapitre VIII Le système du crédit-temps</b>	<b>1541</b>
<b>I Genèse du système et objet du crédit-temps</b>	<b>1541</b>
<b>II Employeurs et travailleurs concernés par la CCT n° 103</b>	<b>1549</b>
<b>III Les 3 régimes prévus par la CCT n° 103 (modifiée par la CCT n° 103ter)</b>	<b>1551</b>
<b>Le droit à un crédit-temps "sans motif" (CCT n° 103)</b>	<b>1551</b>
<b>Le crédit-temps "avec motif" (CCT n° 103 et 103ter)</b>	<b>1552</b>
<b>Le crédit-temps "fin de carrière" (CCT n° 103 et 103ter)</b>	<b>1562</b>
<b>Le crédit-temps "fin de carrière corona" (A.R. n° 46 du 26 juin 2020)</b>	<b>1574</b>
<b>Dispositions communes aux 2 régimes de crédit-temps</b>	<b>1581</b>
1. Contrat de travail écrit en cas de réduction des prestations	1581
2. Respect de la fraction de réduction des prestations	1582
3. Calcul du délai d'occupation de 12 ou 24 mois	1584
4. Condition de carrière de 25 ans (art. 10, § 3)	1587
5. Condition de carrière de 28 ans	1588
6. Organisation du travail en cas de réduction d'1/5e	1589
<b>Prolongation ou transition (passage) d'un régime de crédit-temps à l'autre</b>	<b>1590</b>
<b>Maintien du crédit-temps en cas de changement d'employeur?</b>	<b>1594</b>
<b>IV Les modalités d'exercice du droit au crédit-temps</b>	<b>1595</b>
<b>Accord de l'employeur dans les entreprises de 10 travailleurs ou moins</b>	<b>1596</b>
<b>Procédure d'introduction de la demande</b>	<b>1597</b>

<b>Le report ou le retrait de l'exercice du droit</b>	<b>1598</b>
1. Le report général de l'exercice du droit	1599
2. Le report spécifique pour certains travailleurs âgés de 55 ans ou plus	1600
3. Le retrait ou la modification de l'exercice du droit (= le rappel du travailleur)	1601
<b>V Les règles d'organisation du crédit-temps</b>	<b>1602</b>
<b>Limitation des absences simultanées</b>	<b>1603</b>
<b>Mécanisme de préférence et de planification</b>	<b>1609</b>
<b>VI Absence d'obligation de remplacement</b>	<b>1610</b>
<b>VII Octroi des allocations d'interruption</b>	<b>1611</b>
<b>Crédit-temps "sans motif"</b>	<b>1612</b>
<b>Crédit-temps "avec motif"</b>	<b>1613</b>
<b>Crédit-temps "fin de carrière"</b>	<b>1616</b>
1. Principe	1616
2. Conditions d'âge dérogatoires (en vigueur pour la période 2019–2020)	1618
3. Montants	1622
<b>Dernières précisions en rapport avec l'allocation d'interruption</b>	<b>1623</b>
<b>VIII Modalités d'octroi des allocations</b>	<b>1624</b>
<b>IX Garanties d'exercice du droit au crédit-temps</b>	<b>1628</b>
<b>Maintien de la fonction</b>	<b>1629</b>
<b>Protection spéciale contre le licenciement</b>	<b>1630</b>
<b>X Reprise du travail avant la date de fin prévue</b>	<b>1635</b>
<b>XI Aspects de sécurité sociale du crédit-temps</b>	<b>1636</b>
<b>XII Tableau de synthèse au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>1642</b>
<b>XIII "Crédit-temps corona" pour les entreprises reconnues en restructuration ou en difficulté (A.R. n° 46 du 26 juin 2020)</b>	<b>1644</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>1647</b>
<b>Principes</b>	<b>1648</b>
<b>Formalités</b>	<b>1649</b>
<b>Droit à une allocation</b>	<b>1650</b>
<b>Procédure de demande d'allocation</b>	<b>1651</b>
<b>Remarque importante - Calcul de l'indemnité de préavis</b>	<b>1652</b>
<b>Chapitre IX Le congé-éducation payé</b>	<b>1653</b>
<b>Le congé-éducation payé (Région wallonne, Région de Bruxelles-Capitale, Communauté germanophone)</b>	<b>1653</b>
1. Les bénéficiaires du congé-éducation payé	1654
2. Formations ouvrant le droit au congé-éducation	1655
3. Durée du congé-éducation payé	1658
4. Prise du congé-éducation et planification de celui-ci	1664
5. Obligations à remplir par le travailleur	1668
6. Rémunération du congé-éducation	1673
7. Perte du droit au congé-éducation (ex.: abandon, assiduité insuffisante, échec)	1675
8. Protection contre le licenciement	1676
9. Remboursement des rémunérations	1679
<b>Congé de formation flamand (Vlaams opleidingsverlof)</b>	<b>1684</b>
1. Employeurs et travailleurs visés	1685
2. Formations ouvrant le droit au congé de formation flamand	1686

3. Durée du congé de formation flamand	1687
4. Demande, planification et période de prise de cours du congé de formation flamand	1688
5. Rémunération du congé de formation flamand et remboursement	1689
6. Dispositions transitoires	1693
7. Dérogations spécifiques liées à la crise du coronavirus Covid-19	1694
<b>Chapitre X Congé sans solde, don de jours de congés conventionnels et épargne-carrière</b>	<b>1695</b>
<b>Le congé sans solde</b>	<b>1696</b>
1. Notion	1697
2. Accord des parties et modalités d'exercice	1698
3. Le retour au travail	1699
4. Incidences du congé sans solde	1700
<b>Le don de jours de congés conventionnels</b>	<b>1701</b>
1. Principes généraux	1701
2. Conclusion d'une CCT ou adaptation du règlement de travail	1702
3. Conditions posées pour l'obtention d'un don de congés	1703
4. Procédure relative à la demande d'un don de congés	1704
5. Suspension du contrat du travailleur bénéficiaire	1705
<b>L'épargne-carrière</b>	<b>1706</b>
1. Objectif et définition de l'épargne-carrière	1706
2. Les éléments de l'épargne-carrière	1707
3. Mise en œuvre de l'épargne-carrière	1710
4. Dispositions relatives à l'encadrement de l'épargne-carrière	1711
5. Cessation du contrat et épargne-carrière	1712
<b>Chapitre XI La formation des travailleurs</b>	<b>1713</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>1714</b>
<b>Concrétisation de l'objectif interprofessionnel</b>	<b>1715</b>
<b>Précisions diverses</b>	<b>1719</b>
<b>Chapitre XII La rémunération et les indemnités diverses</b>	<b>1723</b>
<b>I Notion de rémunération</b>	<b>1723</b>
<b>II Fixation de la rémunération</b>	<b>1726</b>
<b>III Paiement et protection de la rémunération</b>	<b>1733</b>
<b>Monnaie du paiement</b>	<b>1734</b>
<b>Mode de paiement</b>	<b>1735</b>
<b>Époque et date de paiement</b>	<b>1738</b>
<b>Protection de la rémunération en cas de saisie ou de cession</b>	<b>1742</b>
<b>Décompte et quittance pour solde de tout compte</b>	<b>1743</b>
<b>Le privilège des travailleurs sur la rémunération</b>	<b>1745</b>
<b>IV Les avantages en nature</b>	<b>1746</b>
<b>Le principe du paiement en nature</b>	<b>1747</b>
<b>Évaluation des prestations en nature</b>	<b>1751</b>
<b>Octroi des avantages en nature en cas de suspension</b>	<b>1754</b>
<b>V Les avantages de toute nature &amp; les remboursements de frais professionnels</b>	<b>1755</b>
<b>Les avantages de toute nature</b>	<b>1755</b>
1. Disposition gratuite d'une habitation	1757
2. Chauffage-électricité et autres charges	1759
3. Repas fournis à titre gratuit ou à prix réduits	1760
4. Prêts à intérêt réduit	1761
5. Utilisation privée d'une voiture de société	1762

6. Utilisation d'un vélo d'entreprise	1765
7. Mise à disposition pour un usage privé d'un PC et/ou d'une connexion internet et/ou d'une tablette numérique et/ou d'un GSM, smartphone et/ou d'un abonnement téléphonique	1768
8. Intervention patronale dans l'achat d'un "PC privé" par le travailleur	1771
<b>Les avantages sociaux immunisés</b>	<b>1775</b>
1. Sur le plan social	1776
2. Sur le plan fiscal	1777
<b>Les indemnités pour dépenses professionnelles</b>	<b>1780</b>
<b>Octroi d'avantages non récurrents liés aux résultats (CCT n° 90)</b>	<b>1783</b>
<b>Octroi d'une prime bénéficiaire</b>	<b>1786</b>
<b>Synthèse des aspects sociaux et fiscaux de certains avantages, indemnités, primes et allocations</b>	<b>1790</b>
<b>VI Retenues sur les rémunérations</b>	<b>1791</b>
<b>Retenues autorisées</b>	<b>1791</b>
<b>Calcul et limites des retenues</b>	<b>1792</b>
<b>VII Saisie et cession de la rémunération</b>	<b>1794</b>
<b>Notion de saisie-arrêt exécutoire</b>	<b>1795</b>
<b>Notion de cession de rémunération</b>	<b>1797</b>
<b>Sommes saisissables ou cessibles</b>	<b>1801</b>
<b>Les quotités saisissables ou cessibles</b>	<b>1805</b>
1. Principes généraux	1805
2. Diminution des quotités pour enfant(s) à charge	1807
3. Modalités de calcul	1814
4. Indemnités et situations particulières	1817
<b>Concours entre cessions et saisies</b>	<b>1821</b>
<b>La traçabilité des rémunérations versées sur un compte à vue</b>	<b>1825</b>
<b>Le règlement collectif de dettes</b>	<b>1829</b>
<b>Chapitre XIII La mobilité dans les relations de travail</b>	<b>1833</b>
<b>I Introduction</b>	<b>1833</b>
<b>II Déplacement domicile-lieu de travail</b>	<b>1836</b>
<b>Déplacement avec un transport en commun</b>	<b>1836</b>
1. Caractère obligatoire de l'intervention patronale	1836
2. Montant de l'intervention	1838
3. Époque de remboursement	1843
4. Modalités de remboursement	1844
5. Dérogations sectorielles	1847
6. Aspects sociaux et fiscaux de l'intervention	1848
<b>Déplacement avec une voiture privée</b>	<b>1851</b>
<b>Déplacement avec une voiture de société</b>	<b>1856</b>
<b>Déplacement à vélo</b>	<b>1857</b>
1. Vélo privé	1857
2. Mise à disposition d'un vélo de société	1860
<b>Déplacement à pied</b>	<b>1861</b>
<b>Transport collectif organisé ou covoiturage organisé par l'employeur</b>	<b>1862</b>
1. Sur un plan social	1863
2. Sur un plan fiscal	1866
<b>Synthèse relative à l'exonération fiscale accordée au travailleur pour ses frais de transport</b>	<b>1868</b>

<b>III Déplacements professionnels</b>	<b>1869</b>
<b>Caractère obligatoire de l'intervention patronale</b>	<b>1869</b>
<b>Traitement social et fiscal</b>	<b>1870</b>
<b>IV La voiture de société et ses alternatives</b>	<b>1873</b>
<b>Mise à disposition d'une voiture de société</b>	<b>1873</b>
<b>Allocation de mobilité ("cash for car")</b>	<b>1876</b>
<b>Budget mobilité</b>	<b>1877</b>
1. Principes généraux	1877
2. Instauration du budget mobilité	1878
3. Conditions d'octroi et de validité d'un budget mobilité	1879
4. Conséquences juridiques de l'octroi d'un budget mobilité	1882
5. Durée du budget mobilité	1883
6. Montant du budget mobilité	1884
7. Les piliers du budget mobilité	1885
8. Traitement social et fiscal du budget mobilité	1889
9. Gestion du budget mobilité	1893
10. Questions pratiques	1894
<b>V Plans de déplacement</b>	<b>1895</b>
<b>Diagnostic fédéral "déplacements domicile-lieu de travail"</b>	<b>1895</b>
<b>"Plans de déplacements d'entreprise" bruxellois</b>	<b>1896</b>
<b>Chapitre XIV La prépension conventionnelle ou chômage avec complément d'entreprise</b>	<b>1897</b>
<b>I Aperçu général</b>	<b>1897</b>
<b>II Réglementation applicable à partir du 01.01.2008</b>	<b>1899</b>
<b>Conditions d'accès</b>	<b>1900</b>
1. Licenciement du travailleur	1900
2. Existence d'une convention collective de travail	1904
3. Condition d'âge et condition de carrière (à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2015)	1905
4. Calcul des années de carrière professionnelle	1930
5. Condition d'admissibilité aux allocations de chômage	1931
6. Inscription dans une cellule pour l'emploi (= particularité)	1932
<b>Le remplacement du prépensionné dans l'entreprise</b>	<b>1933</b>
<b>Entreprises en difficulté ou en restructuration</b>	<b>1940</b>
1. Notions d'entreprises en difficulté ou en restructuration	1941
2. Procédure de reconnaissance	1943
3. Dispositions particulières dérogatoires au régime général	1944
<b>III Les revenus du prépensionné</b>	<b>1949</b>
<b>Allocations de chômage et indemnité de prépension ("complément d'entreprise")</b>	<b>1949</b>
<b>Les retenues sociales et fiscales</b>	<b>1959</b>
<b>IV La gestion active des restructurations</b>	<b>1961</b>
<b>Champ d'application</b>	<b>1962</b>
1. Employeurs concernés	1962
2. Travailleurs concernés	1963
<b>Introduction d'une demande de reconnaissance</b>	<b>1964</b>
<b>Mise en place d'une cellule pour l'emploi</b>	<b>1965</b>
<b>Dispositions dérogatoires au régime général</b>	<b>1966</b>
<b>V Statut du travailleur prépensionné</b>	<b>1971</b>
<b>"Anciens" chômeurs avec complément d'entreprise (= "chômeurs RCC en cours")</b>	<b>1972</b>

<b>“Nouveaux” chômeurs avec complément d’entreprise (= “nouveaux arrivants”)</b>	<b>1973</b>
<b>Interdiction de cumul avec d’autres indemnités</b>	<b>1976</b>
<b>Activités autorisées</b>	<b>1977</b>
<b>Exercice d’une activité en dehors des limites autorisées</b>	<b>1979</b>
<b>Reprise d’une activité professionnelle – CCT n° 17<i>tricies</i></b>	<b>1980</b>
<b>Incidences sur la pension de retraite</b>	<b>1982</b>
<b>Durée du maintien du statut de travailleur prépensionné</b>	<b>1983</b>
<b>Chapitre XV Permis de séjour et autorisation de travailler en Belgique</b>	<b>1984</b>
<b>Principes généraux</b>	<b>1984</b>
<b>Evolution de la réglementation</b>	<b>1985</b>
1. Jusqu’au 31 décembre 2018	1986
2. A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2019	1987
<b>Répartition des compétences entre l’Etat fédéral (séjour) et les Régions (travail)</b>	<b>1988</b>
<b>Procédure pour l’obtention d’un permis unique</b>	<b>1989</b>
1. Introduction de la demande	1989
2. Instruction de la demande	1990
3. Délivrance du permis unique	1991
4. Adresses des autorités régionales pour l’introduction d’une demande de permis	1992
<b>Situation récapitulative pour les ressortissants de l’EEE</b>	<b>1993</b>
1. Préalable	1993
2. Droit au séjour	1994
3. Accès au travail	1995
<b>Situation récapitulative pour les ressortissants de pays tiers</b>	<b>1996</b>
1. Préalable	1996
2. Première hypothèse: une durée de séjour et d’occupation de 90 jours maximum	1997
3. Deuxième hypothèse: une durée de séjour et d’occupation supérieure à 90 jours	2003
<b>Chapitre XVI Une occupation transfrontalière</b>	<b>2007</b>
<b>I Une occupation transfrontalière au sein de l’Union européenne</b>	<b>2007</b>
<b>Scénario 1. Transfert vers un autre Etat</b>	<b>2008</b>
1. Etablissement d’un nouveau contrat	2009
2. Quel est le droit du travail applicable?	2010
3. Quel Etat va prélever les cotisations sociales?	2014
4. Applications concrètes	2015
<b>Scénario 2. Détachement temporaire dans un autre Etat</b>	<b>2022</b>
1. Situation visée	2022
2. Etablissement d’une convention de détachement	2023
3. Quel est le droit du travail applicable?	2024
4. Quel Etat va prélever les cotisations sociales?	2027
5. Applications concrètes	2031
<b>Scénario 3. Occupation simultanée dans plusieurs Etats membres</b>	<b>2036</b>
1. Situation visée	2036
2. Etablissement d’un ou de plusieurs contrats	2037
3. Quel est le droit du travail applicable?	2038
4. Quel Etat va prélever les cotisations sociales?	2041
<b>Tableau de synthèse relatif à une occupation transfrontalière au sein de l’Union européenne</b>	<b>2044</b>
<b>Mesures de contrôle et formalités administratives</b>	<b>2045</b>
1. Appréciation de l’existence d’un détachement	2046
2. Renforcement des mesures de contrôle	2047
3. La déclaration “Limosa” obligatoire	2051
4. Dispense d’établir et de tenir certains documents sociaux	2061

5. Tableau récapitulatif – Documents sociaux, déclaration obligatoire Limosa et nouvelles obligations	2063
6. Tenue de documents sociaux par un mandataire en Belgique	2064
<b>II Une occupation transfrontalière en dehors de l’Union européenne</b>	<b>2065</b>
<b>Loi applicable au contrat de travail</b>	<b>2066</b>
1. Maintien du contrat de travail existant	2067
2. Suspension du contrat et conclusion d’un contrat de détachement	2068
3. Rupture du contrat et conclusion d’un nouveau contrat	2069
<b>Etablissement d’un écrit avant le détachement</b>	<b>2070</b>
<b>Les conditions de travail</b>	<b>2071</b>
<b>Respect des dispositions impératives</b>	<b>2072</b>
<b>Régime de sécurité sociale applicable?</b>	<b>2073</b>
<b>Chapitre XVII Les documents sociaux obligatoires</b>	<b>2074</b>
<b>I Le registre du personnel</b>	<b>2074</b>
<b>Établissement d’un registre du personnel</b>	<b>2075</b>
1. Occupation sur un seul lieu de travail	2076
2. Occupation sur plusieurs lieux de travail	2082
<b>Conservation des registres du personnel (général et spécial)</b>	<b>2087</b>
<b>Les registres de présence et de mesure du temps de travail</b>	<b>2088</b>
<b>II Le compte individuel et le décompte de paie</b>	<b>2089</b>
<b>La notion de compte individuel</b>	<b>2090</b>
<b>La tenue et le lieu de tenue du compte individuel</b>	<b>2092</b>
<b>Mentions à apporter sur le décompte de paie et au compte individuel</b>	<b>2093</b>
<b>Communication d’une copie du compte individuel au travailleur</b>	<b>2098</b>
<b>Conservation du compte individuel du travailleur</b>	<b>2099</b>
<b>Le décompte de paie</b>	<b>2100</b>
<b>États particuliers de prestations</b>	<b>2103</b>
1. État des prestations en application de la réglementation sur les heures supplémentaires	2104
2. État des prestations en cas de régime de travail flexible	2108
<b>III Le règlement de travail</b>	<b>2113</b>
<b>Caractère obligatoire du règlement de travail</b>	<b>2113</b>
<b>Utilité du règlement de travail</b>	<b>2114</b>
<b>Contenu du règlement de travail</b>	<b>2115</b>
<b>Établissement du règlement de travail</b>	<b>2118</b>
<b>Communications diverses et lieu de tenue du règlement</b>	<b>2122</b>
<b>IV Le livre de validation</b>	<b>2126</b>
<b>V La déclaration immédiate de l’emploi (DIMONA)</b>	<b>2134</b>
<b>Qu’est-ce que “la déclaration immédiate de l’emploi” (DIMONA)?</b>	<b>2135</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>2136</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>2137</b>
<b>Contenu de la DIMONA</b>	<b>2140</b>
1. Avant l’engagement de chaque nouveau travailleur (= déclaration d’entrée) (“Dimona In”)	2141
2. En cas de départ du travailleur (= déclaration de sortie) (“Dimona Out”)	2147
<b>Avis de réception DIMONA et attribution d’un n° DIMONA</b>	<b>2148</b>

<b>Rectifications et/ou annulations</b>	<b>2150</b>
<b>Modalités de transmission de la DIMONA</b>	<b>2151</b>
<b>Consultation et accès au réseau Extranet de la sécurité sociale</b>	<b>2152</b>
<b>Sanctions applicables (civile, pénale ou administrative)</b>	<b>2153</b>
<b>VI Envoi et archivage électronique de certains documents sociaux</b>	<b>2156</b>
<b>VII Tableau de synthèse relatif à la conservation, par l'employeur, des principaux documents sociaux</b>	<b>2161</b>
<b>Chapitre XVIII L'emploi des langues dans les entreprises</b>	<b>2162</b>
<b>Région flamande</b>	<b>2163</b>
<b>Région wallonne</b>	<b>2171</b>
<b>Autres régions: "Bruxelles-Capitale" – Région Allemande – Communes à "facilités"</b>	<b>2176</b>
1. "Bruxelles-Capitale" (19 communes)	2179
2. Région de langue allemande	2180
3. Communes à "facilités"	2181
<b>Observations générales et communes aux régions</b>	<b>2183</b>
<b>Chapitre XIX La protection de la vie privée au travail</b>	<b>2184</b>
<b>I Respect de la vie privée: introduction</b>	<b>2184</b>
<b>II Le règlement général sur la protection des données (RGPD)</b>	<b>2185</b>
<b>Quand le RGPD s'applique-t-il et quelles sont les données protégées?</b>	<b>2186</b>
<b>Quelle protection garantir? Six principes de base</b>	<b>2190</b>
<b>Les droits de la personne concernée</b>	<b>2191</b>
<b>Mise en œuvre du RGPD: feuille de route</b>	<b>2199</b>
1. Base juridique du traitement	2200
2. Données à caractère personnel sensibles	2205
3. Données à caractère personnel pénales	2206
<b>Formalités</b>	<b>2207</b>
1. Registre des activités de traitement	2208
2. Etablissement d'une politique de confidentialité	2211
3. Le règlement de travail et l'avenant au contrat de travail	2212
4. Pendant combien de temps les données à caractères personnel doivent-elles être conservées?	2213
5. Transfert vers des pays en dehors de l'UE (RGPD, art. 44-50)	2214
6. Le délégué à la protection des données: pas toujours obligatoire	2215
<b>Mesures de sécurité techniques et organisationnelles</b>	<b>2216</b>
<b>Sanctions</b>	<b>2217</b>
<b>Preuve recueillie irrégulièrement</b>	<b>2218</b>
<b>III Secret des communications électroniques</b>	<b>2219</b>
<b>IV Contrôle des données de communication électronique (CCT n° 81) ou contrôle de l'usage d'internet et de la messagerie électronique</b>	<b>2224</b>
<b>Objet de la CCT n° 81</b>	<b>2225</b>
<b>Modalités de contrôle des données de communication électroniques</b>	<b>2228</b>
1. Principe de finalité	2229
2. Principe de proportionnalité	2230
3. Principe de transparence (= information préalable des travailleurs)	2231
<b>Individualisation des données de communication électroniques</b>	<b>2234</b>
<b>V Conséquences éventuelles liées à un contrôle des moyens de communication</b>	<b>2237</b>

<b>VI Réglementer l'utilisation des nouvelles technologies</b>	<b>2241</b>
<b>Chapitre XX Transfert ou cession d'entreprise</b>	<b>2242</b>
<b>Transfert conventionnel d'entreprise</b>	<b>2243</b>
1. Champ d'application	2243
2. Information et consultation des représentants des travailleurs	2248
3. Maintien du contrat et des conditions de travail	2249
4. Questions particulières	2253
5. Protection contre le licenciement	2256
6. Responsabilité solidaire du cédant et du cessionnaire	2257
<b>Réorganisation judiciaire et transfert d'entreprise sous autorité de justice</b>	<b>2258</b>
<b>Reprise d'actif après faillite et réengagement de travailleurs</b>	<b>2266</b>
<b>Intervention du Fonds de fermeture: indemnité de transition</b>	<b>2270</b>
<b>Chapitre XXI Le licenciement collectif</b>	<b>2276</b>
<b>I Aperçu général</b>	<b>2276</b>
<b>II Information et consultation des représentants des travailleurs</b>	<b>2278</b>
<b>Notion de licenciement collectif</b>	<b>2278</b>
<b>Entreprises concernées</b>	<b>2282</b>
<b>Procédure de consultation des représentants des travailleurs</b>	<b>2285</b>
1. Information – consultation	2285
2. Notifications à l'office de l'emploi et de la formation (FOREm – VDAB – Actiris) et à l'autorité fédérale	2287
<b>Notification du projet de licenciement et délai d'attente</b>	<b>2288</b>
1. Notifications officielles	2288
2. Délai d'attente avant de procéder au licenciement collectif	2291
<b>Contestation de la procédure d'information et de consultation</b>	<b>2293</b>
<b>Protection des travailleurs licenciés</b>	<b>2294</b>
1. Travailleurs concernés et périodes de référence	2295
2. Application de la protection	2298
3. Nature de la protection	2300
<b>III Octroi d'une indemnité de licenciement collectif</b>	<b>2303</b>
<b>Notion de licenciement collectif</b>	<b>2304</b>
<b>Entreprises concernées (20 travailleurs au moins)</b>	<b>2305</b>
<b>Travailleurs bénéficiaires de l'indemnité</b>	<b>2306</b>
<b>Montant de l'indemnité</b>	<b>2308</b>
<b>Durée de l'indemnisation</b>	<b>2315</b>
<b>Cumuls non autorisés</b>	<b>2316</b>
<b>IV La gestion active des licenciements collectifs</b>	<b>2317</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>2318</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>2319</b>
<b>Notification de l'annonce de licenciement collectif</b>	<b>2320</b>
<b>Mise en place d'une cellule pour l'emploi</b>	<b>2321</b>
1. Caractère obligatoire ou facultatif	2322
2. La cellule pour l'emploi et divers aspects	2323
3. Alternatives à la mise en place d'une cellule pour l'emploi interne	2327
<b>Inscription du travailleur dans la cellule pour l'emploi</b>	<b>2330</b>
1. Caractère obligatoire de l'inscription	2330
2. Procédure d'inscription	2331

3. Durée d'inscription dans la cellule	2336
4. Délivrance d'une carte de réduction restructurations	2337
<b>Païement d'une indemnité de reclassement</b>	<b>2339</b>
1. Modalités de calcul et de paiement	2340
2. Indemnité de reclassement et indemnité de congé	2341
3. Remboursement partiel de l'indemnité de reclassement	2345
4. Tableau de synthèse - Rupture du contrat dans le cadre de la restructuration	2346
<b>Observations finales</b>	<b>2347</b>
<b>Chapitre XXII La fermeture d'entreprise</b>	<b>2348</b>
<b>I Aperçu général</b>	<b>2348</b>
<b>II La fermeture de l'entreprise</b>	<b>2350</b>
<b>Notions d'entreprise et de fermeture d'entreprise</b>	<b>2350</b>
1. Entreprises et travailleurs concernés	2351
2. Notion de fermeture d'entreprise	2353
<b>Obligations d'information à charge de l'employeur</b>	<b>2360</b>
1. Information préalable à donner aux travailleurs et à certaines autorités	2361
2. Information au fonds de fermeture	2362
<b>Païement d'une indemnité de fermeture</b>	<b>2365</b>
1. Conditions d'octroi	2366
2. Montant de l'indemnité de fermeture	2369
3. Délai de paiement	2370
4. Cumul de l'indemnité de fermeture avec d'autres indemnités	2371
<b>III Rôle et intervention en garantie du Fonds de fermeture des entreprises</b>	<b>2372</b>
<b>Rôle du Fonds de fermeture des entreprises (FFE)</b>	<b>2372</b>
<b>Interventions en garantie du Fonds de fermeture</b>	<b>2373</b>
1. Indemnité de fermeture	2374
2. Rémunérations, indemnités et avantages	2375
3. Indemnité de transition	2379
4. Intervention en cas de force majeure	2380
5. Indemnités complémentaires dues a certains travailleurs protégés	2381
6. Indemnité de prépension	2382
7. Le chômage temporaire	2383
<b>Situations transnationales</b>	<b>2384</b>
<b>Procédure de demande et paiement des interventions du Fonds</b>	<b>2385</b>
<b>Remboursement des sommes payées</b>	<b>2386</b>
<b>PARTIE 4 La sécurité sociale</b>	
<b>Chapitre I L'assujettissement à l'ONSS</b>	<b>2387</b>
<b>I Aperçu général</b>	<b>2387</b>
<b>II Champ d'application de la sécurité sociale</b>	<b>2388</b>
<b>Principe de la territorialité</b>	<b>2388</b>
1. Principe général	2388
2. Détachement à l'étranger	2389
<b>Régime de la sécurité sociale d'Outre-Mer (ex ORPSS ou ex OSSOM)</b>	<b>2401</b>
<b>Travailleurs et employeurs concernés</b>	<b>2403</b>
<b>Extensions de l'assujettissement</b>	<b>2408</b>
<b>Limitations à l'assujettissement</b>	<b>2422</b>
<b>Exclusions à l'assujettissement</b>	<b>2433</b>

<b>Cas particulier d'exclusion: les étudiants</b>	<b>2441</b>
<b>III Obligations de l'employeur</b>	<b>2451</b>
<b>Immatriculation à l'ONSS</b>	<b>2452</b>
<b>Déclaration trimestrielle</b>	<b>2453</b>
<b>Païement des cotisations</b>	<b>2455</b>
<b>Déclaration de cessation d'activité</b>	<b>2456</b>
<b>Formalités liées à l'octroi des prestations</b>	<b>2457</b>
<b>Chapitre II Les cotisations de sécurité sociale</b>	<b>2458</b>
<b>I Base de calcul des cotisations sociales</b>	<b>2458</b>
<b>Rémunérations soumises au calcul des cotisations</b>	<b>2458</b>
<b>Le cas particulier des titres-repas</b>	<b>2462</b>
1. Octroi par convention collective ou convention individuelle écrite	2464
2. Octroi d'un titre-repas par jour de travail effectivement presté	2465
3. Intervention patronale de 6,91 € maximum	2469
4. Intervention du travailleur à concurrence de 1,09 € au moins	2470
5. Durée de validité limitée et mentions obligatoires	2471
6. Titres-repas nominatifs	2472
7. Mentions sur la fiche de paie	2473
8. Possibilité de vérification du solde	2474
9. Délivrance des titres-repas par un éditeur agréé	2475
10. Gratuité de la carte électronique sauf cas de vol ou de perte	2476
11. Dernières précisions utiles	2477
<b>Le cas particulier des primes d'ancienneté</b>	<b>2480</b>
<b>Le cas particulier des indemnités complémentaires accordées à des travailleurs âgés de 58 ans et plus ("fin de carrière en douceur")</b>	<b>2481</b>
<b>Non-assujettissement des libéralités</b>	<b>2484</b>
<b>Non-assujettissement des remboursements de frais professionnels</b>	<b>2485</b>
<b>Revenus de remplacement</b>	<b>2487</b>
<b>Modalités propres à certaines catégories de travailleurs</b>	<b>2488</b>
<b>II Les cotisations sociales (de base et générales)</b>	<b>2493</b>
<b>Cotisations personnelles du travailleur à la sécurité sociale</b>	<b>2494</b>
<b>Cotisations patronales à la sécurité sociale</b>	<b>2495</b>
1. Aperçu général	2495
2. La cotisation patronale de base globale par catégorie d'employeurs/travailleurs (1er janvier 2021)	2497
<b>III Le bonus à l'emploi (ou réduction des cotisations personnelles sur les bas salaires)</b>	<b>2502</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>2503</b>
<b>Modalités de calcul de la réduction</b>	<b>2504</b>
1. Étape 1 – Détermination du salaire mensuel de référence (= facteur "S")	2505
2. Étape 2 - Calcul du montant de base de la réduction (= facteur "R")	2509
3. Étape 3 - Adaptation du montant de la réduction effectivement accordée (= facteur "P")	2511
<b>Imputation de la réduction des cotisations personnelles</b>	<b>2514</b>
<b>Moment du calcul de la réduction</b>	<b>2515</b>
<b>IV La réduction des cotisations sociales personnelles pour le travailleur victime d'une restructuration</b>	<b>2516</b>
<b>V Cotisations sociales particulières</b>	<b>2521</b>
<b>Cotisation sur le double pécule de vacances (à charge du travailleur)</b>	<b>2522</b>

<b>Cotisation spéciale de sécurité sociale (CSS) (à charge du travailleur)</b>	<b>2523</b>
1. Principes	2524
2. Travailleurs redevables de la cotisation	2525
3. Montant de la cotisation spéciale	2526
<b>Cotisation “Fonds de fermeture des entreprises” (en abrégé FFE)</b>	<b>2529</b>
1. Cotisation de base	2530
2. Cotisation spéciale	2536
<b>Cotisation spéciale sur les indemnités de rupture en faveur du Fonds de fermeture d’entreprise</b>	<b>2541</b>
<b>Cotisation patronale sur le double pécule de vacances (1,6 %)</b>	<b>2545</b>
<b>Cotisation spécifique pour les accidents du travail</b>	<b>2553</b>
<b>Cotisations patronales à un Fonds de sécurité d’existence</b>	<b>2554</b>
<b>Cotisation pour le fonds amiante</b>	<b>2555</b>
<b>Cotisation de modération salariale (A.R. n° 278 et 401)</b>	<b>2557</b>
1. Modération salariale (A.R. n° 278)	2557
2. Cotisation de modération salariale	2558
<b>Cotisation spéciale pour le régime du chômage temporaire</b>	<b>2562</b>
<b>Cotisation au Fonds pour l’emploi en faveur des groupes à risque</b>	<b>2566</b>
1. Principes généraux	2566
2. Conclusion d’une convention	2570
3. Montant et versement de la cotisation	2572
<b>Cotisation pour financer le plan d’accompagnement et de suivi actifs des chômeurs</b>	<b>2573</b>
<b>Cotisation pour la promotion des initiatives concernant l’accueil des enfants</b>	<b>2574</b>
<b>Cotisation de responsabilisation pour cause de chômage économique</b>	<b>2575</b>
<b>Cotisation de solidarité sur le paiement des amendes de roulage</b>	<b>2580</b>
<b>Cotisation CO<sub>2</sub> pour l’utilisation privée d’une voiture de société</b>	<b>2581</b>
<b>Cotisation spéciale dans le cadre du budget mobilité</b>	<b>2588</b>
1. Principes	2588
2. Traitement social des trois piliers	2589
3. Cotisation spéciale pour le troisième pilier	2590
<b>Cotisation d’activation</b>	<b>2591</b>
<b>Cotisation de responsabilisation pour les travailleurs à temps partiel involontaires bénéficiant d’une allocation de garantie de revenus</b>	<b>2596</b>
<b>Accroissement de l’employabilité – cotisation spéciale dans le cadre de l’ensemble des mesures concernant le licenciement de l’article 39ter de la loi relative aux contrats de travail</b>	<b>2602</b>
<b>Accroissement de l’employabilité - cotisation de solidarité dans le cadre du budget formation de l’accord pour l’emploi</b>	<b>2606</b>
<b>Cotisations et retenues (dites Decava) sur un régime de chômage avec complément d’entreprise (RCC) (= anciennement, prépension conventionnelle)</b>	<b>2610</b>
1. Indemnités visées	2611
2. Cotisations patronales	2612
3. Retenue à charge du chômeur avec complément d’entreprise	2623
4. Reprise du travail	2632
5. Versement de la cotisation patronale et de la retenue	2637
6. Formalités administratives	2641
7. Tableau de synthèse – Cotisations patronales et retenues sur un régime de chômage avec complément d’entreprise (à partir du 01.01.2017)	2645
<b>Cotisations et retenues (dites Decava) sur les indemnités complémentaires versées à certaines allocations de sécurité sociale (RCIC)</b>	<b>2646</b>
1. Allocations et indemnités visées	2647
2. Cotisation patronales	2649
3. Retenue personnelle	2656
4. Reprise du travail	2660

5. Versement de la cotisation patronale et de la retenue	2665
6. Formalités administratives	2667
7. Tableau de synthèse – Cotisations patronales et retenues personnelles sur l'indemnité complémentaire accordée dans le cadre d'un RCIC	2671
<b>Cotisations spéciales sur certaines indemnités complémentaires de crédit-temps</b>	<b>2672</b>
1. Allocations et indemnités visées	2673
2. Cotisation patronale et retenue personnelle applicable	2675
3. Formalités administratives	2681
4. Tableau de synthèse - Cotisations et retenues sur certaines indemnités complémentaires de crédit-temps	2682
<b>Cotisation sur les pensions et avantages complémentaires (3,55 %)</b>	<b>2683</b>
<b>Cotisation de solidarité sur les pensions légales et extra-légales</b>	<b>2690</b>
<b>Cotisation spéciale de 8,86 % sur les versements en vue d'allouer des avantages extra-légaux en matière de retraite ou de décès prématuré (ex.: assurances groupe)</b>	<b>2695</b>
<b>Cotisation spéciale de sécurité sociale sur les pensions complémentaires (cotisation Wijninckx)</b>	<b>2698</b>
<b>Chapitre III La redistribution des charges sociales</b>	<b>2700</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>2701</b>
<b>Modalités d'application de la redistribution</b>	<b>2702</b>
1. Ristourne des cotisations	2702
2. Cotisation de compensation	2705
3. Synthèse relative à la redistribution des charges sociales en 2021	2707
4. Application	2708
5. Annulation de la ristourne ou de la cotisation	2709
<b>Procédure</b>	<b>2710</b>
<b>Chapitre IV Les réductions des cotisations patronales – présentation générale</b>	<b>2711</b>
<b>Deux types de réduction: la réduction structurelle et les réductions groupes-cible</b>	<b>2712</b>
<b>Régionalisation de certaines réductions groupes-cibles à partir du 1er juillet 2014</b>	<b>2713</b>
<b>Quelle réduction groupe-cible régionale appliquer?</b>	<b>2714</b>
<b>Principes généraux et caractéristiques communes à toutes les réductions groupes-cibles</b>	<b>2715</b>
1. Montant forfaitaire de la réduction groupe-cible	2715
2. Proratization de la réduction en cas de travail à temps partiel et de prestations trimestrielles incomplètes	2716
3. Cumuls possibles	2717
4. Limitation à des cotisations patronales positives	2718
5. Continuation du bénéfice des réductions "groupes-cibles" en cas de transformation de la structure juridique de l'employeur	2719
6. Situations dans lesquelles la réduction n'est pas accordée	2723
<b>Tableau de synthèse relatif aux réductions des cotisations patronales</b>	<b>2724</b>
<b>Chapitre V Les réductions fédérales de cotisations patronales</b>	<b>2725</b>
<b>I Présentation générale</b>	<b>2725</b>
<b>II Réduction structurelle des charges (= réduction de base)</b>	<b>2726</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>2729</b>
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>2730</b>
<b>Montant forfaitaire de la réduction</b>	<b>2732</b>
1. Détermination de la catégorie à laquelle appartient le travailleur (1 <sup>re</sup> étape)	2733
2. Détermination de la rémunération trimestrielle de référence (facteur S) (2 <sup>e</sup> étape)	2734
3. Détermination du montant de base de la réduction (facteur R) (3 <sup>e</sup> étape)	2739
4. Détermination du montant définitif de la réduction (facteur Ps) (4 <sup>e</sup> étape)	2742

<b>III Réduction groupe-cible "Premiers engagements"</b>	<b>2748</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>2750</b>
1. Pour l'engagement d'un premier travailleur	2751
2. Pour l'engagement d'un 2 <sup>e</sup> travailleur	2752
3. Pour l'engagement d'un 3 <sup>e</sup> travailleur	2753
4. Pour l'engagement d'un 4 <sup>e</sup> travailleur	2754
5. Pour l'engagement d'un 5 <sup>e</sup> travailleur	2755
6. Pour l'engagement d'un 6 <sup>e</sup> travailleur	2756
7. Exclusion de la réduction groupe-cible	2757
<b>Travailleurs concernés</b>	<b>2758</b>
<b>Modalités de l'engagement</b>	<b>2759</b>
<b>Montants de la réduction et modalités d'octroi</b>	<b>2760</b>
1. Situation jusqu'au 31 décembre 2015	2760
2. Situation à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2016	2761
3. Situation à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2017	2767
<b>Intervention dans les cotisations de gestion dues à un secrétariat social</b>	<b>2772</b>
<b>IV Réduction groupe-cible pour diminution du temps de travail en-deçà de 38h/semaine et/ ou instauration de la semaine de 4 jours</b>	<b>2774</b>
<b>Réduction collective et volontaire du temps de travail en-deçà de 38h/semaine</b>	<b>2776</b>
1. Employeurs et travailleurs concernés	2777
2. Montant forfaitaire de la réduction	2778
3. Montant forfaitaire de la réduction pour certains travailleurs à temps partiel	2782
4. Récupération de la réduction	2783
5. Cumuls possibles	2784
6. Formalités	2785
<b>Réduction des cotisations pour organisation du travail sur une semaine de 4 jours</b>	<b>2786</b>
1. Employeurs et travailleurs concernés	2788
2. Montant forfaitaire de la réduction	2789
3. Récupération de la réduction forfaitaire	2791
4. Cumuls possibles	2792
5. Formalités	2793
<b>V Réduction groupe-cible en cas de réduction temporaire de la durée du travail dans le cadre de la pandémie du coronavirus COVID-19</b>	<b>2794</b>
<b>Introduction</b>	<b>2795</b>
<b>Employeurs et travailleurs concernés</b>	<b>2796</b>
<b>Période d'application</b>	<b>2797</b>
<b>Réduction de la durée du travail</b>	<b>2798</b>
<b>Réduction groupe-cible</b>	<b>2799</b>
<b>Compensation salariale</b>	<b>2800</b>
<b>Formalités</b>	<b>2801</b>
<b>VI Réduction groupe-cible pour les travailleurs du secteur HORECA</b>	<b>2802</b>
<b>VII Réduction Maribel social – entreprises du secteur non marchand</b>	<b>2806</b>
<b>Employeurs concernés</b>	<b>2808</b>
<b>Travailleurs pris en considération</b>	<b>2809</b>
<b>Montant de la réduction</b>	<b>2810</b>
<b>Conditions et modalités d'octroi de la réduction</b>	<b>2811</b>
<b>Cumuls possibles</b>	<b>2812</b>
<b>Chapitre VI Les réductions régionales de cotisations patronales</b>	<b>2813</b>
<b>I Présentation générale</b>	<b>2813</b>

<b>II Réduction groupe-cible Travailleurs âgés</b>	<b>2814</b>
<b>Région flamande</b>	<b>2815</b>
1. Employeurs concernés	2817
2. Travailleurs concernés	2818
3. Montant et durée d’octroi	2819
<b>Région wallonne de langue française</b>	<b>2820</b>
1. Employeurs concernés	2822
2. Travailleurs concernés	2823
3. Montant et durée d’octroi	2824
<b>Région de Bruxelles-Capitale</b>	<b>2825</b>
1. Employeurs concernés	2827
2. Travailleurs concernés	2828
3. Montant et durée d’octroi	2829
<b>Communauté germanophone</b>	<b>2830</b>
1. Employeurs concernés	2832
2. Travailleurs concernés	2833
3. Montant et durée d’octroi	2834
<b>III Réduction groupe-cible “Demandeurs d’emploi de longue durée”</b>	<b>2835</b>
<b>Le plan Activa: réduction groupe-cible et activation</b>	<b>2836</b>
<b>Région flamande</b>	<b>2838</b>
<b>Région wallonne de langue française</b>	<b>2839</b>
<b>Région de Bruxelles-Capitale</b>	<b>2841</b>
<b>Communauté germanophone</b>	<b>2842</b>
<b>IV Réduction groupe-cible "Jeunes travailleurs"</b>	<b>2844</b>
<b>Région flamande</b>	<b>2845</b>
1. Employeurs concernés	2846
2. Apprentis et travailleurs concernés (situation à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020)	2847
3. Montant et durée d’octroi	2848
4. Formalités: jeunes travailleurs peu qualifiés	2850
<b>Région wallonne</b>	<b>2851</b>
<b>Région de Bruxelles-Capitale</b>	<b>2853</b>
<b>Communauté germanophone</b>	<b>2854</b>
<b>V Réduction groupe-cible pour travailleur victime d’une restructuration</b>	<b>2856</b>
<b>Région flamande</b>	<b>2857</b>
<b>Région wallonne de langue française</b>	<b>2858</b>
<b>Région de Bruxelles-Capitale</b>	<b>2859</b>
<b>Communauté germanophone</b>	<b>2860</b>
<b>VI Réduction groupe-cible pour le personnel de maison</b>	<b>2861</b>
<b>Région wallonne de langue française</b>	<b>2863</b>
<b>Région flamande, Région de Bruxelles-Capitale et Communauté germanophone</b>	<b>2864</b>
1. Employeurs concernés	2866
2. Travailleurs donnant droit à l’avantage	2867
3. Montant de la réduction et modalités d’octroi	2868
4. Formalités	2871
<b>Chapitre VII Déclaration et paiement des cotisations</b>	<b>2872</b>
<b>I Déclaration multifonctionnelle (DMFA)</b>	<b>2872</b>
<b>Présentation générale de la déclaration multifonctionnelle</b>	<b>2873</b>

<b>Structure de la déclaration multifonctionnelle (dmfa)</b>	<b>2874</b>
<b>Délai et modalités de transmission de la dmfa</b>	<b>2877</b>
<b>II Paiement des cotisations à l'ONSS</b>	<b>2880</b>
<b>Principes</b>	<b>2880</b>
<b>Délais légaux de paiement</b>	<b>2881</b>
<b>Chapitre VIII Le contentieux social – sanctions – prescription</b>	<b>2886</b>
<b>Actions de l'ONSS contre les employeurs débiteurs</b>	<b>2886</b>
<b>Utilisation de la contrainte pour le recouvrement de cotisations</b>	<b>2887</b>
<b>Sanctions civiles et pénales</b>	<b>2888</b>
<b>Le délai de prescription</b>	<b>2891</b>
<b>Privilège de l'ONSS</b>	<b>2896</b>
<b>Suspension de l'exigibilité des créances de l'ONSS</b>	<b>2897</b>
<b>Chapitre IX Les prestations de sécurité sociale</b>	<b>2900</b>
<b>I Les allocations familiales</b>	<b>2900</b>
<b>Principe</b>	<b>2901</b>
<b>Régionalisation</b>	<b>2904</b>
<b>II L'assurance chômage</b>	<b>2907</b>
<b>Conditions d'admission aux allocations de chômage</b>	<b>2908</b>
1. Admission sur la base d'un travail salarié	2909
2. Admission sur la base des études	2913
3. Maintien de l'admissibilité	2919
<b>Les conditions d'octroi</b>	<b>2921</b>
1. Privation d'emploi et de rémunération	2922
2. Perte d'un emploi à temps plein	2925
3. Être apte au travail et respecter une condition d'âge	2926
4. Être et rester inscrit comme demandeur d'emploi	2927
5. Être disponible pour le marché de l'emploi	2928
6. Autres conditions	2929
<b>Les allocations de chômage</b>	<b>2930</b>
1. Dispositions générales	2930
2. Classification des chômeurs	2932
3. Calcul de l'allocation sur un plafond salarial	2937
4. Taux des allocations de chômage et dégressivité de celles-ci	2940
5. Particularités pour certaines catégories de chômeurs	2950
6. Montants des allocations de transition ou d'insertion	2952
7. Précompte professionnel sur les allocations de chômage ou d'insertion	2953
<b>Cas particulier – Les travailleurs à temps partiel</b>	<b>2955</b>
1. Occupation à temps partiel assimilée à un emploi à temps plein	2956
2. Occupation comme travailleur à temps partiel avec maintien des droits	2958
3. Occupation volontaire à temps partiel	2970
<b>Documents de chômage</b>	<b>2976</b>
1. En cas de chômage complet	2977
2. En cas de chômage temporaire	2978
3. Pour le travailleur à temps partiel avec maintien des droits	2982
4. Pour le travailleur prépensionné	2983
5. Les attestations de chômage C63 - RCC	2984
<b>Procédure d'octroi des allocations</b>	<b>2985</b>
<b>III Les pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés</b>	<b>2988</b>
<b>Bénéficiaires de la pension de retraite (régime des salariés)</b>	<b>2989</b>

<b>Conditions d'octroi</b>	<b>2990</b>
1. Age de la retraite	2991
2. Cessation de l'activité professionnelle	3001
3. Condition de résidence	3002
<b>Montant de la pension</b>	<b>3003</b>
1. La carrière professionnelle	3004
2. La rémunération	3008
3. La situation familiale	3009
<b>Demande et paiement de la pension</b>	<b>3010</b>
<b>Le travail autorisé des pensionnés</b>	<b>3012</b>
1. Déclaration préalable d'occupation	3013
2. Limites de revenus autorisés	3015
3. Modalités particulières de calcul	3024
4. Sanctions	3025
5. Cumul d'une prestation sociale et d'une pension?	3026
6. Contrat et conditions de travail	3027
<b>IV L'assurance accident de travail</b>	<b>3029</b>
<b>Champ d'application</b>	<b>3030</b>
<b>Accident du travail et accident sur le chemin du travail</b>	<b>3031</b>
<b>Les réparations prévues par la loi</b>	<b>3034</b>
<b>Réparations sur la base du principe de la responsabilité civile</b>	<b>3041</b>
<b>Les déclarations d'accident</b>	<b>3042</b>
<b>V Les maladies professionnelles</b>	<b>3043</b>
<b>Champ d'application</b>	<b>3044</b>
<b>Maladies professionnelles</b>	<b>3045</b>
<b>Les réparations prévues par les lois coordonnées</b>	<b>3046</b>
<b>Procédure</b>	<b>3051</b>
<b>PARTIE 5 Annexes</b>	
<b>Annexe 1 Plafonds de rémunérations</b>	<b>3052</b>
<b>Plafonds de rémunérations en matière de contrats de travail</b>	<b>3052</b>
<b>Annexe 2 Barèmes de précompte professionnel</b>	<b>3053</b>
<b>Précompte sur les salaires payés par mois (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021)</b>	<b>3053</b>
<b>Précompte sur les pécules, primes et indemnités de rupture</b>	<b>3054</b>
<b>Adresses utiles</b>	
<b>Registre alphabétique</b>	